

# Sur les traces des véhicules «fantômes»

**MOBILITÉ** La statistique de 4,7 millions inclut uniquement les voitures de tourisme immatriculées. Il faut y ajouter la masse d'automobiles d'occasion en attente d'être revendues, demande une motion déposée par le PLR Philippe Bauer

DAVID HAEBERLI, BERNE  
X @David\_Haeberti

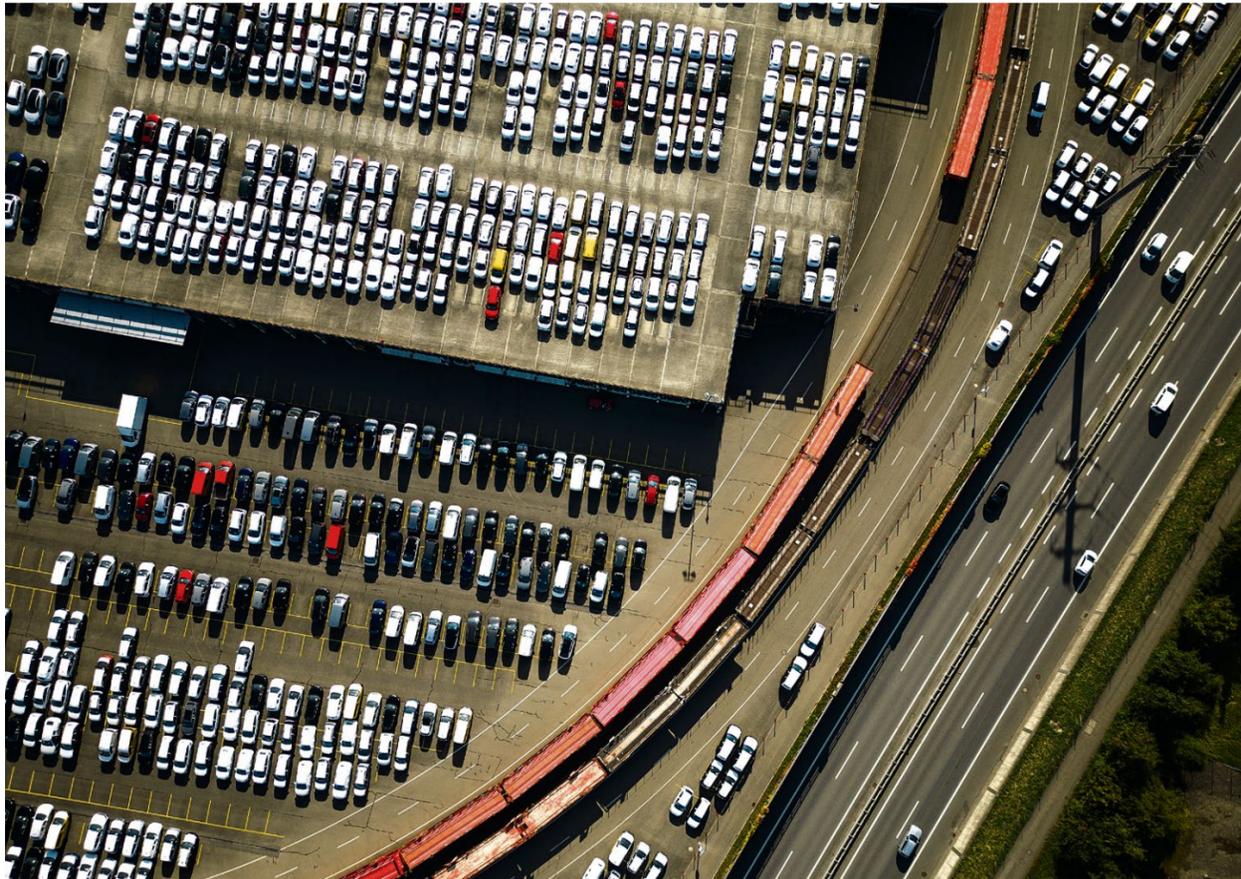
Combien de voitures compte la Suisse? Étonnamment, la réponse à cette question n'existe pas. La statistique officielle détermine certes que 4,7 millions de véhicules de tourisme y sont immatriculés. Mais ce chiffre ne dit rien du parc de voitures d'occasion, en attente d'être revendues. Si l'auto est destinée à l'exportation ou si elle est démembrée pour une exploitation en pièces détachées, on perd sa trace. Cette absence de statistique est-elle pénalisante? Assez pour qu'un sénateur PLR dépose une motion qui sera débattue lors de la session de printemps, qui commence le lundi 26 février.

«Même si le domaine automobile constitue un pan important de notre économie qui est directement concerné par la politique environnementale, il n'est actuellement pas possible de connaître le nombre exact de véhicules que compte le parc automobile suisse», regrette le texte rédigé par le Neuchâtelois Philippe Bauer, qui a quitté le parlement suite aux élections d'octobre dernier.

## Sénateur ventriloque

Selon lui, déterminer le nombre total de voitures aura deux vertus principales. La première vise à lutter contre le gaspillage: «L'expérience de certains professionnels de l'automobile tend à démontrer qu'une partie des véhicules détruits le sont trop tôt. Cela semble indiquer que, d'une part, il y aurait trop de voitures en Suisse par rapport aux besoins du marché, ce qui oblige à faire de la place, et que, d'autre part, nous gaspillons une quantité non négligeable d'énergie grise et de ressources naturelles et cela même si ces véhicules passent par la case recyclage.»

La seconde est une considération de politique économique. Philippe Bauer rappelle que ce sont les garages qui absorbent ce marché des occasions. Ce «capital immobilisé» coûte cher et perd chaque jour de la valeur. «Ces liquidités stagnantes vident dès lors ces PME d'une partie de la substance indispensable au bon développe-



Un comptage plus précis des véhicules pourrait permettre d'inciter les automobilistes à garder leur voiture plus longtemps. (LUPFIG, 30 SEPTEMBRE 2023/STEFAN BOHRER/KEystone)

ment de l'entreprise. Ainsi plus le parc de véhicules d'occasions augmente, plus les charges relatives y deviennent pesantes pour la santé économique du secteur», conclut-il.

A vrai dire, le sénateur se faisait ventriloque avec cette motion. C'est une pétition de garagistes ainsi que la rencontre d'un confédéré invité par son parti cantonal qui l'amèneront à la rédiger. Lucien Willemin y présentait une partie des thèses qu'il développera plus tard dans *Halte au gaspillage automobile*, son quatrième livre.

## Garagistes divisés

«Nous sommes invités à délaissier les véhicules existants pour du neuf. Résultat, nous gaspil-

lons des voitures au nom du climat, c'est un paradoxe.» Dans son ouvrage de vulgarisation, rapide et nerveux, Lucien Willemin s'étonne en effet de dispositions comme celle adoptée par le canton de Genève en 2020: en cas de pic de pollution, la circulation est restreinte par le moyen de vignettes, attribuées selon des critères d'émissions de gaz à effet de serre. L'exemption de taxe sur les voitures électriques pratiquée par plusieurs cantons le crisper également. «Ce type de mesures peut me rassurer en tant que citoyen suisse, dit l'auteur. Mais en tant que citoyen du monde cela m'inquiète, car nos voitures d'occasion partent rouler dans des pays moins développés où elles pollue-

ront plus qu'ici. Exporter nos véhicules usagés aggrave la situation globale et ce simple fait devrait nous sauter aux yeux.»

Pour «ne pas naviguer à vue», il préconise donc la création d'une statistique complète, qui fera apparaître une réalité méconnue. «Les garagistes souffrent de cette situation, reprend-il. Ce sont eux qui doivent financer le surplus de voitures. Plus de 200 garagistes ont signé une interpellation fédérale pour que les véhicules non immatriculés soient officiellement comptabilisés.»

À la Commission des transports du Conseil des États, le texte a recueilli de justesse une majorité. Cela annonce des débats serrés le 6 mars, date prévue de son pas-

sage en séance plénière. Les associations professionnelles actives dans la mobilité sont en effet hésitantes. Le TCS n'a pas pris position sur cette motion. Plus révélateur, l'Union suisse des professionnels de l'automobile (UPSA), la fédération

des garagistes, est divisée. La position officielle de la centrale nationale est le rejet: le texte «est fondamentalement dans l'intérêt de nos membres, car plus les véhicules roulent longtemps, plus il y a de travail dans l'atelier, nous ont-ils fait savoir. Il ne s'agit toutefois que de théorie, car aucun contrôle ne peut être effectué dans le trafic transfrontalier». L'UPSA Vaud, elle, apporte «un soutien complet» à la motion, convaincue qu'«un équilibre doit être trouvé entre le remplacement frénétique des véhicules, poussé par l'obsolescence programmée et les constructeurs, et une utilisation raisonnable des véhicules dans la durée». En coulisses, les tractations sont intenses.

Dans son courrier de soutien, la même branche vaudoise se dit «par nature favorable à la réparation, à la prolongation de vie des véhicules, au *retro-fitting*». La journée du 6 mars devrait donc ravir les garagistes vaudois: après avoir tranché sur la motion Bauer, les sénateurs traiteront de celle de Bruno Storni. Le sénateur socialiste tessinois veut encourager le *retro-fitting*, soit la possibilité de remplacer le moteur thermique d'une voiture par un moteur électrique.

Les deux textes sont assurés d'un soutien à gauche, tant ils vont dans le sens d'une économie circulaire que le Conseil fédéral veut développer, rappelle Delphine Klopfenstein Broggin. La Verte genevoise, membre de la Commission des transports du Conseil national, souligne que, de son point de vue, il faut d'ailleurs «réduire le parc automobile avant de l'électrifier». De quoi occuper les garagistes suisses pendant de longues années. ■

## Rendez-vous romand de la mobilité

Le Temps lance la 1re édition du Rendez-vous romand de la mobilité, qui se penchera le mardi 19 mars 2024 sur le sort des «oubliés de la mobilité». À cette occasion, nous aurons le plaisir d'accueillir le conseiller fédéral Albert Rösti, qui s'exprimera sur cette problématique.

Programme et inscriptions sur <https://events.letemps.ch/trdm-2024>

# Les abus au sein de l'Eglise restent une minorité chez les protestants

**RELIGION** En amont de son assemblée générale, le Groupe de soutien aux personnes abusées dans une relation d'autorité religieuse (Sapec) livre son rapport annuel. Malgré une augmentation significative des signalements en 2023, les réformés restent très minoritaires par rapport aux catholiques

LUCAS VUILLEUMIER, PROTESTINFO

La parole se libère autour des abus commis dans l'Eglise. En témoigne le rapport annuel pour l'année 2023 du Groupe de soutien aux personnes abusées dans une relation d'autorité religieuse (Sapec), rendu public en amont de l'assemblée générale de l'association, prévue le 7 mars prochain. En treize ans d'existence, jamais cette antenne d'écoute et d'accompagnement des victimes n'avait «reçu autant d'appels en un an». En 2023, «ils sont passés à plus de 70», alors qu'«en général, ils ne dépassaient pas la vingtaine».

La raison de ce triste record? «Du côté catholique, c'est bien évidemment le rapport intermédiaire de l'étude universitaire menée par l'Université de Zurich qui a ouvert les vannes», relate Jacques Nuoffer, président du Groupe Sapec.

«Côté protestant, l'article sur Guilhem Lavignotte dans le journal *24 heures* a fait beaucoup», relève Marie-Jo Aeby, vice-présidente, faisant ainsi référence au témoignage de cet organiste vaudois d'origine française qui a raconté avoir été abusé par un ministre de l'Eglise évangélique réformée du canton de Vaud (EERV) dans les années 1990.

## Trop peu de plaintes

Si les cas d'abus signalés au Groupe Sapec restent majoritairement commis au sein de l'Eglise catholique, le bilan 2023 annonce néanmoins une progression du nombre de cas mettant en cause des pasteurs. Une dizaine sur les plus de 70 enregistrés cette année, selon le rapport. «Et tous des réformés, pas d'évangéliques», note Marie-Jo Aeby. Elle nuance toutefois sur le statut de ces auteurs d'abus présumés: «Il s'agit en général d'un pasteur. Mais un de ces cas concerne par exemple un moniteur dans un camp de vacances réformé».

Et d'ajouter que «ces cas sont le plus souvent prescrits, ce qui s'explique par le fait que les victimes mettent des années avant de pouvoir sortir du silence». Marie-Jo Aeby n'est toutefois pas en mesure de dire si la parole des

victimes en question a globalement été entendue – ou pas – par leur Eglise cantonale respective. «Souvent, les personnes nous appellent pour déposer leur secret». Toutes ne se décident pourtant pas à poursuivre la démarche. «Elles ont généralement besoin de temps avant de contacter les autorités concernées.»

## «Les victimes doivent pouvoir s'adresser à des personnes neutres et indépendantes»

MARIE-JO AEBY, VICE-PRÉSIDENTE DU GROUPE SAPEC

Dans un cas précis toutefois, elle dit être en contact avec une victime âgée d'une quarantaine d'années, qui aurait été abusée par un ministre de l'Eglise réformée bernoise quand elle avait 15 ans: «Cela fait une année que nous sommes en tractation... Bien que les faits soient prescrits, cette Eglise collabore mais peine à mettre en place une procédure permettant à la victime de trouver reconnaissance et réparation pour les torts

subis.» Marie-Jo Aeby assure en outre être au courant, «de source sûre, de quelques cas étouffés par les autorités ecclésiales dans le milieu réformé». Y aurait-il donc aussi une mécanique systémique de dissimulation des abus dans l'Eglise réformée, au même titre que chez les catholiques? «Toute communauté a du mal à accepter qu'une figure charismatique, appréciée et qui fait autorité puisse commettre des agressions sexuelles. Comme partout, il y a des secrets de Polichinelle et des personnes protégées», commente-t-elle. Jacques Nuoffer rappelle à son tour qu'«il y a des risques de comportements identiques de protection, de non-dénonciation et de copinage dans tous les milieux religieux comme au sein de clubs de sport ou du milieu scolaire, quoique ces derniers soient plus surveillés».

La vice-présidente se félicite pour autant que la plupart des Eglises réformées de Suisse se soient adjoint ces dernières années les services d'organes indépendants afin de signaler les abus. Elle en veut pour preuve «les retours positifs» reçus à propos du Groupe expert-e-s prévention et protection abus (Greppa), avec qui travaille l'EERV depuis 2021. Du côté catholique, elle mentionne la création en 2016 de la Commission écoute-conciliation-arbitrage-réparation (Cecar), à l'initiative

du Groupe Sapec. «Il est important que ces structures soient externes. Les victimes doivent pouvoir s'adresser à des personnes neutres et indépendantes.»

## Groupe Sapec en danger

En fin de rapport, le comité du Groupe Sapec alerte sur le manque de relève en son sein. Fin 2023, l'association a notamment été fragilisée par l'éviction «rendue pourtant obligatoire» de Guilhem Lavignotte. L'organiste aurait eu, sur des forums de discussion en ligne, «des comportements ne correspondant pas du tout aux valeurs d'une association de victimes d'abus sexuels», a déploré Jacques Nuoffer. Marie-Jo Aeby regrette cette situation: «Guilhem Lavignotte et moi avions notamment été reçus par Rita Famos, la présidente de l'Eglise réformée, peu de temps après la publication de son témoignage.» Ainsi, si une relève n'est pas trouvée d'ici à 2025, ses membres seront contraints de «dissoudre l'association, après quatorze ans de travail», alerte le rapport. Marie-Jo Aeby et Jacques Nuoffer, ayant tous deux près de 80 ans, s'apprennent en effet à passer la main. Mais à qui? «Nous avons lancé plusieurs appels auprès de nos membres. Nous avons quelques pistes et de l'espoir.» ■